

**CONFÉRENCE COMMÉMORATIVE  
O.D. SKELTON**

**AU DELÀ DE RIO :  
UN NOUVEAU RÔLE  
POUR LE CANADA**

**EXPOSÉ DE M. MAURICE STRONG**

**VANCOUVER (Colombie-Britannique)  
Le 10 novembre 1992**

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada



**Canada**

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20017170 3



60984 81800

DOCS

CA1 EA13 92B26 EXF

Strong, Maurice F., 1929-

Beyond Rio : a new role for Canada

43265029

CONFÉRENCE COMMÉMORATIVE  
O.D. SKELTON

43 265-030 62478936

AU DELÀ DE RIO :  
UN NOUVEAU RÔLE  
POUR LE CANADA

EXPOSÉ DE M. MAURICE STRONG

**VANCOUVER (Colombie-Britannique)**  
**Le 10 novembre 1992**

*Printed on  
recycled paper*



*Imprimé sur du  
papier recyclé*

# Conférence commémorative O.D. Skelton

Oscar Douglas Skelton est né le 13 juillet 1878 à Orangeville, en Ontario. Après avoir mené de brillantes études de premier cycle à l'université Queen's de Kingston (Ontario), M. Skelton a reçu sa maîtrise ainsi que des médailles d'excellence en latin et en grec. En 1908, il obtenait son doctorat en économie politique de l'université de Chicago. La même année, il était nommé professeur de sciences politique et économique à l'université Queen's. Onze ans plus tard, il était nommé doyen des arts, poste qu'il a occupé jusqu'à sa démission de l'Université en 1925. Auteur prolifique, M. Skelton a signé plusieurs ouvrages importants, dont les biographies de Sir Alexander Tilloch Galt et de Sir Wilfrid Laurier.

En 1925, à la demande du Premier ministre W. L. Mackenzie King, M. Skelton a accepté de succéder à Sir Joseph Pope au poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Jusqu'à son décès, à la fin de janvier 1941, il a été conseiller principal du premier ministre ou "vice-premier ministre". Mackenzie King a déclaré que sa mort était la "plus grande perte que j'aie subie depuis le début de ma vie politique". Un historien canadien l'a qualifié tout simplement de fonctionnaire le plus influent de l'histoire canadienne.

En tant que chef du ministère des Affaires extérieures pendant plus de quinze ans, M. Skelton a aidé à définir une politique étrangère canadienne distincte. En outre, il a recruté un groupe d'agents remarquablement compétents. M. Skelton croyait fermement à la nomination et à la promotion au mérite. La liste des personnalités qu'il a attirées à Ottawa est impressionnante; elle comprend notamment deux gouverneurs généraux (Georges Vanier et Jules Léger), un premier ministre (Lester B. Pearson) ainsi qu'un grand nombre de hauts fonctionnaires.



O.D. Skelton

**M**aurice F. Strong est né en 1929 à Oak Lake (Manitoba). De 1948 à 1966, il a travaillé au service des investissements et à la haute direction d'entreprises oeuvrant dans les secteurs de l'énergie et des finances.

En 1966, M. Strong démissionne du poste de président de Power Corporation of Canada, pour prendre la direction du Bureau de l'aide extérieure, devenu plus tard l'Agence canadienne de développement international. De novembre 1970 à décembre 1972, il est secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Il devient le premier directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement. M. Strong revient ensuite au Canada où il occupe, entre 1976 et 1978, le poste de président directeur-général de Petro-Canada. De 1980 à 1983, il est président de l'International Energy Development Corporation et, de 1982 à 1984, de la Corporation de développement des investissements du Canada.

Depuis 1985, il assume les fonctions de secrétaire général adjoint des Nations Unies. En 1985 et en 1986, il était à la fois coordonnateur exécutif du Bureau des Nations Unies pour les opérations d'urgence en Afrique et membre de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement. Plus récemment, il était secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992.

Au fil des ans, M. Strong a aussi oeuvré comme bénévole au sein de divers organismes voués au développement, à l'environnement et aux causes humanitaires. Il a été récipiendaire de nombreux prix dans ces deux derniers domaines, et 29 universités lui ont en outre décerné un doctorat honorifique. Maurice Strong est officier de l'Ordre du Canada et membre du Conseil privé de la Reine au Canada.

Mesdames, messieurs, membres distingués et anciens membres du Ministère,

Je reconnais de nombreux amis et collègues dans l'auditoire et je suis ravi de vous voir tous.

Pour quelqu'un qui, comme moi, s'intéresse aux affaires étrangères, être choisi pour prononcer le discours de cette année par les responsables du Ministère, dont il est vrai je n'ai pas toujours partagé les avis, est un honneur insigne. J'en suis d'autant plus fier que j'attache une grande importance à l'amitié des membres distingués du ministère des Affaires extérieures et à la collaboration qu'ils ont bien voulu m'accorder.

L'équipe du Ministère compte quelques-uns des plus fidèles serveurs du Canada, dont M. O.D. Skelton, qui est un exemple pour nous tous. Je n'ai pas eu l'honneur de le connaître en personne, mais j'ai lu certains de ses écrits et, surtout, j'ai eu le privilège de côtoyer de nombreuses personnes qui sont un témoignage vivant du talent avec lequel il savait choisir les meilleurs candidats pour le Ministère.

Je vous prie donc d'accepter mes sincères remerciements. Cela adoucit le souvenir du jour, voilà bien des années, où je m'étais présenté, plein d'enthousiasme et de détermination, au Bureau de l'aide extérieure; je m'étais fait dire par le responsable du personnel que ce n'était pas la peine de remplir une demande d'emploi étant donné que je ne possédais pas les qualités minimales requises.

Plus tard, lors d'un déjeuner, l'une des personnalités les plus éminentes issues du Ministère, le très honorable Lester Pearson, m'offrit de diriger l'Aide extérieure. Comme je lui faisais remarquer que j'avais offert mes services au Bureau de l'aide extérieure alors qu'il était sous-secrétaire d'État et que ma demande avait été refusée net, il m'a dit, à ma grande surprise, que j'avais eu beaucoup de chance. Si j'avais eu les compétences requises à ce moment-là, mon âge j'avais alors 34 ans m'aurait empêché de m'élever au-dessus des échelons intermédiaires de la gestion, et il n'aurait pas pu m'offrir le poste.

Voilà comment se sont déroulées mes premières expériences au Ministère. Et maintenant, je pense que je suis prêt à relever le défi que vous m'avez confié au nom du Ministère : prononcer l'allocution d'aujourd'hui.

Permettez-moi seulement de mentionner une autre personne tout à fait exceptionnelle, que vous avez signalée dans votre introduction : Hugh Keenleyside, l'un des meilleurs Canadiens à avoir jamais servi notre pays et la communauté internationale, qui est décédé récemment. J'ai eu le privilège de le connaître pendant de nombreuses années et nous pouvons tous nous réjouir des services qu'il a rendus au Canada de même qu'au monde entier. Je regrette avec vous sa disparition. Ce fut un grand Canadien et un grand «produit» de l'époque Skelton.

O. D. Skelton appartenait à cette classe exceptionnelle de cadres compétents et engagés qui ont façonné le caractère et rehaussé la qualité de la fonction publique canadienne pendant les années dynamiques où le Canada a accédé à part entière au rang de nation. C'est à ce moment-là que les valeurs et les intérêts distincts du Canada ont commencé à inspirer sa politique, tant au pays qu'à l'étranger.

Et nul n'a fait plus qu'O. D. Skelton pour que notre ministère des Affaires extérieures se taille la réputation sans égale d'excellence, de qualité et d'efficacité dont il jouit parmi ses homologues du monde entier. Cette réputation a valu à notre pays un respect et une crédibilité dans les affaires internationales sans commune mesure avec son importance démographique. Elle lui a acquis des avantages pratiques et une estime universelle considérables en tant que nation.

Les gens qui, comme moi, ont occupé des postes sur la scène internationale en sont peut-être plus conscients que d'autres pour qui la complexité et les subtilités de la diplomatie semblent éloignées de la vie et des préoccupations quotidiennes. Aujourd'hui, les intérêts et les perspectives d'avenir des Canadiens sont de plus en plus tributaires des événements qui se déroulent dans d'autres parties du monde et notre service diplomatique constitue un atout inestimable, atout dont nous avons besoin et que nous devons appuyer plus que jamais.



J'ai eu l'occasion récemment de participer à un événement historique où le Canada s'est distingué : la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ou «Sommet de la Terre», qui s'est tenue à Rio de Janeiro il y a à peine six mois. Là encore les représentants de votre ministère et du Canada ont apporté une contribution dont vous pouvez être fiers. Il se trouve, et j'en suis très heureux, que l'une des plus éminentes de ces personnes est avec nous aujourd'hui. Il s'agit de l'ambassadeur John Bell, qui a dirigé la délégation canadienne à de nombreuses occasions et qui était conseiller supérieur auprès du premier ministre lors de la Conférence elle-même. Il a également joué un rôle important dans la négociation d'épineuses questions financières.

Mentionnons également Arthur Campeau, nouveau venu dans le domaine des affaires étrangères, qui s'est lui aussi distingué. MM. Bell et Campeau ont formé une solide équipe qui a appuyé le premier ministre Mulroney pendant toute la conférence.

Il s'agissait, c'est certain, d'un événement politique remarquable. Jamais autant de chefs d'État et de gouvernement ne s'étaient réunis. En outre, pour la première fois, des gens et des organismes se sont vraiment engagés dans les préparatifs de la conférence avant d'y participer et de prendre part au «Sommet des peuples», qui a eu lieu simultanément dans le cadre du Forum mondial. La présence d'un nombre deux fois plus élevé de représentants des médias qu'à toute autre conférence mondiale a permis au monde entier de prendre connaissance de ce qui se passait à Rio et d'être sensibilisé à l'importance de l'événement.

En un peu plus de deux ans, le Comité préparatoire formé de tous les États membres des Nations Unies a établi un vaste programme d'action, dont la Conférence a été saisie. John pourrait vous parler des longues nuits passées à d'âpres négociations qui semblaient parfois ne pas devoir déboucher.

On a beaucoup parlé des questions controversées et litigieuses, et elles étaient nombreuses. Mais, en dernière analyse, les chefs de quelque 180 pays se sont entendus sur une série de mesures, la plus complète et la plus marquante que les pays du monde aient approuvée. Bien qu'ils comportent des lacunes importantes et

suscitent certaines déceptions, la Déclaration de Rio et l'Agenda 21 jettent les bases et constituent les éléments essentiels d'un nouveau partenariat mondial propice à l'éclosion d'un avenir plus sûr et plus durable. Le fait qu'on se soit entendu sur ces mesures au plus haut niveau politique possible n'est pas sans leur conférer un crédit unique.

Henry Kissinger, l'ex-secrétaire d'État des États-Unis, a raconté récemment comment s'était déroulée sa première rencontre avec le président du Parti communiste chinois, Mao Tsê-tung. Alors qu'ils discutaient de révolution, il lui a posé la question suivante : «À votre avis, quels ont été les principaux résultats de la Révolution française?» Mao a répondu avec un sourire affable : «Il est encore trop tôt pour le dire.»

Six mois après le Sommet de la Terre, il est de toute évidence trop tôt pour dire quels en seront les résultats finals. Tout dépendra des mesures que les gouvernements et d'autres intervenants prennent d'ores et déjà pour donner suite aux ententes conclues à Rio. Vu les préoccupations actuelles concernant des questions plus immédiates et plus pressantes, on ne saurait les tenir pour acquises. Il faudra que tous ceux qui ont contribué aux résultats obtenus à Rio continuent à prendre des engagements et à faire preuve de leadership, que tous ceux qui se préoccupent du sort de notre planète manifestent activement leur intérêt et leur appui.

Mais s'il est trop tôt pour savoir ce qui découlera de la conférence de Rio, il est temps de revenir sur ce que nous y avons appris et de penser aux possibilités de concrétiser les nouveaux espoirs qu'elle a suscités et les nouvelles orientations qu'elle a définies pour notre avenir commun.

Le Sommet de la Terre ne constitue ni le début ni la fin du processus auquel les peuples du monde doivent recourir pour faire face aux dangers qui menacent leur propre avenir, dangers résultant de l'évolution technologique qui a produit notre civilisation industrielle.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue à Stockholm en 1972, a mis pour la première fois la question de l'environnement à l'ordre du jour de la communauté mondiale.

Vingt ans plus tard, le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro a placé l'environnement au centre de la politique économique et de la prise de décision dans presque tous les secteurs de notre vie économique.

Désormais, il n'est plus possible de considérer l'environnement comme une question distincte de l'économie ni de le dissocier des dossiers de la pauvreté et du sous-développement, car cela empêcherait les pays industrialisés de s'attaquer efficacement à leurs problèmes environnementaux de plus en plus pressants et de collaborer pleinement à la prise de mesures destinées à protéger l'environnement global.

Bien que des progrès aient été réalisés dans de nombreux domaines après la conférence de Stockholm et que l'environnement se soit amélioré à bien des endroits, surtout dans les pays industrialisés, les gouvernements et l'industrie n'ont pas pris beaucoup de mesures concrètes en ce qui concerne le rapport environnement-développement.

Plus grave encore, les conditions menaçant l'avenir de l'humanité dont il a été fait état à Stockholm n'ont pas changé fondamentalement au cours des deux décennies qui se sont écoulées entre la conférence de Stockholm et celle de Rio.

La population mondiale s'est accrue de quelque 1,7 milliard de personnes, ce qui est sensiblement le chiffre de la population totale de la planète du début du siècle, et la plus grande partie de cette croissance s'est produite dans les pays en développement.

En dépit des récessions, l'économie mondiale a plus que doublé, mais ce sont les pays riches et industrialisés qui en ont été les grands bénéficiaires. Pendant la même période, l'environnement et les ressources naturelles des pays en développement se sont dégradés à un rythme alarmant; il n'est pas nécessaire d'être scientifique ou statisticien pour le savoir.

Au cours de mes voyages dans toutes les régions du monde, dans la foulée de ceux que j'avais effectués il y a 20 ans, j'ai pu constater partout l'ampleur et la nature de cette dégradation environnementale et ses conséquences tragiques sur les

populations. Dans le monde en développement, les villes croissent à un rythme sans précédent et elles comptent maintenant parmi les plus polluées du monde. Un grand nombre se dirige vers une catastrophe environnementale et sociale.

La destruction effroyable des ressources naturelles, la perte de la couverture forestière, l'érosion et la dégradation des sols ainsi que la détérioration des sources d'approvisionnement et de la qualité de l'eau sont manifestes dans l'ensemble des pays en développement.

Les pertes économiques dans les secteurs de l'agriculture, des pêches et du tourisme se traduisent tragiquement par la diminution des sources de revenus de peuples déjà appauvris qui luttent pour leur survie et dont la population continue de croître.

C'est ainsi que j'ai été particulièrement bouleversé lorsque j'ai survolé le Tana au Kenya. Il y a 20 ans, cette région était aussi belle que fertile. Nourri par le fleuve, le bassin hydrographique faisait vivre de nombreuses petites exploitations agricoles, qui, si elles n'étaient pas prospères selon nos critères nord-américains, étaient suffisantes et permettaient aux gens de gagner leur vie.

Or, si l'on se rend aujourd'hui jusqu'aux sables blancs de Malindi certains parmi vous connaissent sans doute cette magnifique station balnéaire du Kenya, on s'aperçoit que les arbres ont disparu; le sol s'est érodé et il ne reste plus qu'une poignée d'agriculteurs qui s'escriment à gagner chichement leur vie dans une région autrefois relativement productive. Le fleuve lui-même est chargé d'alluvions qui ont détruit les pêcheries. En vous rendant sur la côte, vous apercevez un immense nuage de boue rouge dans l'océan. L'eau cristalline d'autrefois a perdu sa limpidité et les plages sont recouvertes de résidus boueux de couleur brune, vestiges des sols productifs d'autrefois.

On détruit donc les fermes, les forêts, les pêcheries fluviales et les stations balnéaires. Pendant ce temps, les populations dont la vie, pourtant, dépend de ces ressources, continuent de s'accroître.

C'est là un tableau saisissant du monde en développement. On trouve certes çà et là des rayons de soleil mais, dans l'ensemble, il

s'agit d'un drame terrible qui se déroule partout dans ces pays et qui laisse présager une tragédie humaine et écologique d'une ampleur sans précédent et dont nous voyons déjà les germes effroyables dans les famines qui frappent l'Afrique à intervalles réguliers.

Auparavant, les migrations servaient à atténuer les pressions exercées par la croissance démographique. Or, aujourd'hui, tous les endroits habitables de la planète se trouvent à l'intérieur des frontières d'États nations, dont la plupart refusent l'entrée aux immigrants. Les migrations à grande échelle ne peuvent plus être considérées comme une solution à la surpopulation ou au problème des réfugiés aux prises avec des conflits et des crises économiques.

Pourtant, le besoin de migration s'intensifie, et des pays comme le Canada, qui jouissent de vastes espaces habitables et d'une économie stable, verront inévitablement un grand nombre de personnes pauvres ou démunies frapper à leur porte.

Actuellement, les pays en développement font face, sur les plans de l'environnement et du développement, à des défis d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ils doivent relever ces défis dans un monde où, dans la plupart des cas, leurs graves handicaps et désavantages s'accroissent.

À mesure que nos sociétés industrialisées adopteront des modes de production et de consommation plus équilibrés, il se produira une baisse relative de la demande de certaines matières premières et de certains produits de base dont les économies des pays en développement sont fortement tributaires.

La transition vers le développement durable sera à la fois coûteuse et difficile. Là encore, les pays en développement sont les plus vulnérables. Dans une économie mondiale où le savoir appliqué à la technologie, à la commercialisation, à la conception et aux systèmes de gestion complexes est devenu la principale source de valeur ajoutée et d'avantages concurrentiels, les handicaps actuels des pays en développement pourraient encore s'accroître.

Ces pays ne sont pas les seuls à avoir besoin de notre aide. Les États de l'ex-Union soviétique et ceux d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, où la faillite des économies à planification centrale s'est accompagnée de catastrophes écologiques des plus graves, font maintenant face à un gigantesque travail de reconstruction économique. Il importe pour eux, comme pour nous, qu'ils soient en mesure de passer à une économie de marché sans nuire à l'environnement et en adoptant les principes du développement durable.

Dans notre propre intérêt économique, pour notre sécurité et pour des raisons de responsabilité morale, nous ne saurions nous laver les mains de la crise qui secoue les pays en développement ni de la dégénérescence des pays de l'Est. Les pays industrialisés ont le devoir de réduire l'impact environnemental de leurs propres activités économiques, et ils doivent permettre aux pays en développement de satisfaire leurs besoins et leurs aspirations en matière de développement.

Quelles sont alors les perspectives de mise en oeuvre des principes contenus dans la Déclaration de Rio et du programme d'action de l'Agenda 21 qui en découle?

Il faut reconnaître qu'à court terme, les signes sont peu encourageants. On a tendance à faire comme si de rien n'était, d'autant plus que presque tous les gouvernements font face à des préoccupations immédiates et pressantes sur les plans politique et économique. Lorsque les chefs d'État sont rentrés dans leurs pays après la conférence de Rio, il ont trouvé une foule de dossiers «urgents», auxquels ils ont évidemment dû donner suite. Ainsi, à la réunion du Groupe des Sept (G-7), à celle de la Banque mondiale et aux autres assemblées qui ont suivi la rencontre de Rio, on n'a pas vu le même empressement à mettre en oeuvre les accords de Rio que j'avais espéré constater.

En particulier, il sera difficile d'obtenir l'engagement à grande échelle de nouvelles ressources financières nouvelles et des sommes supplémentaires requises pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21. Un certain nombre de pays donateurs ont récemment réduit leur aide publique au développement, notamment le

Canada, qui a cependant annoncé son soutien indéfectible à la mise en oeuvre de l'Agenda 21.

La dichotomie simpliste entre emploi et environnement utilisée pendant la campagne électorale aux États-Unis et la résurgence de l'esprit de clocher dans la plupart des pays industrialisés ont tendance à éroder l'engagement politique à l'égard de l'environnement sur le plan intérieur et à limiter les perspectives d'accroissement de l'aide à l'étranger. Dans ces conditions, il est évident qu'on ne peut raisonnablement s'attendre à procéder rapidement ou facilement au changement fondamental de l'ordre actuel préconisé à Rio. Cependant, l'élection d'un nouveau gouvernement aux États-Unis laisse présager un renouvellement de la direction de ce pays, qui a si cruellement fait défaut à Rio et dont on aura grand besoin pour mettre en oeuvre les ententes conclues lors de cette conférence.

Certes, nous pouvons parcourir un bon bout de chemin sans les États-Unis comme chef de file. Nous en avons fait la preuve lorsque plus de 150 États ont ratifié la convention sur la biodiversité à laquelle les Américains étaient si vivement opposés.

En revanche, il faut bien reconnaître, en définitive, que les accords internationaux ne peuvent être parfaitement efficaces sans la participation des États-Unis. On m'a demandé l'autre jour quel pays était le plus susceptible de faire preuve de leadership et je n'ai pu trouver de meilleure réponse que le Canada. J'ajouterais toutefois que, par rapport aux questions traitées à Rio, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement à Washington est sans doute ce qu'on pouvait espérer de mieux. À mon avis, ce changement aura des conséquences concrètes et importantes.

À long terme, il y a lieu d'espérer que le Sommet de la Terre aura introduit, dans les attitudes du public et l'état d'esprit de la classe politique, la base des changements nécessaires pour permettre le passage vers le développement durable.

Car, si les réactions des gouvernements sont jusqu'à maintenant peu encourageantes, ce qui se passe à la base est très prometteur. Dans la foulée de la conférence de Rio, séminaires, conférences et nouvelles initiatives prolifèrent. J'ai reçu, pour ma part, des

centaines d'invitations et ce n'est qu'une infime partie de ce qui se passe.

Les personnes qui, de tous les coins du monde, sont allées à Rio et ont participé à la conférence sont rentrées dans leur pays déterminées à porter le flambeau et à exiger des comptes de leurs dirigeants concernant les ententes intervenues.

Il semble qu'un nombre important et croissant de pays représentés à Rio soient résolus à donner suite aux espoirs et aux attentes que la conférence a suscités. À mon sens, cela instillera dans le processus politique des forces nouvelles qui nous aideront à abandonner le principe du statu quo dans lequel nous sommes encore profondément enlisés.

Nous devons conserver l'élan de la conférence de Rio si nous voulons réaliser le partenariat international qui nous donnera un nouvel ordre mondial. Examinons les principaux éléments de ce partenariat. Il comporte tout d'abord un nouveau régime économique. En effet, Rio a d'abord et avant tout porté sur la nécessité de changements économiques : le système qui a produit les niveaux sans précédent de croissance et de prospérité dont jouissent aujourd'hui les pays industrialisés (qui ont été les premiers à se moderniser), a également créé de graves déséquilibres et des disparités tout à fait incompatibles avec un ordre mondial sécuritaire et durable.

Le fait que la croissance démographique et la pauvreté touchent les pays en développement alors que le développement économique se concentre dans les pays industrialisés concourt à aggraver les conflits et le désordre. Au moment où la coopération au sein des sociétés et entre les pays est plus importante que jamais, les divisions s'accroissent et on risque de voir s'intensifier les conflits entre riches et pauvres tant à l'intérieur qu'en dehors des frontières.

Un nouveau partenariat mondial ne serait pas viable sans un nouveau régime économique. M. Stephan Schmidheiny et 48 autres dirigeants de quelques-unes des plus grandes sociétés au monde ont formé le Conseil des entreprises pour le développement durable; dans le rapport, intitulé *Changing*



*Course*, qu'ils ont présenté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), ils ont indiqué sans ambages qu'on avait besoin d'une véritable révolution éco-industrielle. Ce sont là les mots des dirigeants des plus grandes sociétés, pas ceux d'écologistes farfelus!

Cette nouvelle révolution industrielle serait fondée sur l'intégration complète de l'environnement à notre vie économique. Elle comporterait donc la refonte de l'ensemble de notre système industriel, refonte réussie sur les plan environnemental et économique grâce à l'utilisation efficace des matières premières et de l'énergie, et au recyclage et à l'élimination rationnelle des déchets. En somme, l'efficacité de l'économie est la meilleure alliée de l'environnement.

L'énergie, il faut le dire, est au coeur du défi que présente le développement durable. Pour atteindre celui-ci, nous devons absolument réorienter notre industrie énergétique en fonction des principes d'efficacité et de conservation, diversifier et décentraliser nos sources d'énergie, et avoir recours à des sources d'énergie écologiques. Loin de constituer une entrave sur le plan économique, le développement écologique et durable offre la possibilité de revitaliser nos économies et d'inaugurer une ère nouvelle et riche sur les plans de l'innovation et de la créativité.

Parmi les mesures les plus importantes que doivent prendre les gouvernements pour donner suite aux ententes de Rio, il conviendrait de procéder à un examen en profondeur et à une réorientation du régime de stimulants et de sanctions qui motive le comportement économique des sociétés et des particuliers, de manière à vraiment encourager l'adoption de comportements sans danger pour l'environnement et compatibles avec le développement durable. Nombre des mesures qui président à notre vie économique sont nées de principes qui débouchent sur des comportements défavorables au développement durable.

Dire que chaque produit ou transaction doit internaliser les coûts auxquels il donne lieu, y compris les coûts environnementaux, est tout à fait conforme aux principes de l'économie de marché. L'internalisation des coûts environnementaux a des répercussions précises sur le commerce international. Lorsque dans les pays

industrialisés, nous importons des produits de pays en développement à des coûts qui ne tiennent pas compte de la destruction de leurs ressources naturelles, nous forçons ces pays à nous verser une subvention environnementale, ce qui appauvrit leur base de ressources et contribue à la détérioration de l'environnement de la planète.

Pourtant, lorsque nous restreignons unilatéralement les importations de ces pays afin de respecter nos propres exigences environnementales, nous infligeons à ces économies vulnérables des dommages immédiats et souvent énormes. Ces dichotomies ne peuvent être résolues que dans le cadre d'ententes internationales et non par des actions unilatérales.

Il en découlerait de profonds changements dans les économies nationales, qui devraient s'accompagner de changements tout aussi importants dans le système d'arrangements qui président à l'économie mondiale, particulièrement en ce qui concerne la situation des pays en développement. Pour les pauvres et les faibles, l'interdépendance n'est pas un bienfait absolu. Dans bien des cas, elle exacerbe leur vulnérabilité.

Il convient donc de concevoir un nouveau régime économique qui aiderait les pays en développement à profiter des flux supplémentaires de ressources financières, tant privées qu'officielles, et à accéder aux marchés et à la technologie des pays industrialisés, dont ils ont besoin pour revitaliser leurs économies selon les principes d'un développement sain et durable.

En outre, comme Rio nous l'a rappelé, la plus grande partie de la population mondiale continue de vivre dans des conditions de pauvreté qui constituent un affront aux valeurs morales de notre civilisation, et qui la menacent à l'avenir. Il est impensable de jouir d'une économie sûre et durable dans ces conditions. C'est pourquoi on accorde tant d'importance dans l'Agenda 21 aux mesures qui s'en prennent aux causes mêmes de la pauvreté. À vrai dire, c'est sur cet objectif que devrait, à mon avis, reposer le nouvel ordre économique. La suppression de la pauvreté devrait d'ailleurs devenir un but essentiel de la communauté internationale.

Certains d'entre vous connaissent peut-être les coûts élevés de la mise en oeuvre de l'Agenda 21. Ils sont effectivement très lourds. On estime que les pays en développement auront besoin de quelque 625 milliards de dollars par an pour donner suite à toutes les dispositions de l'Agenda 21. Sur cette somme, 500 milliards ou 80 p. 100 doivent provenir du redéploiement de leurs propres ressources. C'est là une note élevée! Environ 55 milliards de dollars pourraient provenir des programmes actuels d'aide publique au développement, ce qui laisse un écart à combler d'environ 70 milliards de dollars.

Vous savez comme moi que, dans les conditions actuelles, il ne sera pas facile d'y arriver. Certes, il serait peu réaliste de s'attendre à ce que ce montant provienne d'un accroissement de l'aide à l'étranger traditionnelle, mais il est intéressant de constater qu'il serait en grande partie réuni si les pays industrialisés réussissaient à atteindre l'objectif de l'aide publique au développement, accepté à l'échelle internationale, c'est-à-dire y consacrer 0,7 % de leur PNB.

Néanmoins, les pays industrialisés, non seulement pour respecter leurs engagements à l'égard de l'aide publique au développement mais aussi à titre d'investissement pour leur propre sécurité environnementale, ont tout intérêt à faire en sorte que les pays du tiers monde trouvent les moyens de réaliser leur développement durable.

Si pressants que soient les besoins des pays en développement à l'égard du financement à des conditions de faveur, ils préféreraient nettement être en mesure de pourvoir à leurs propres besoins par des possibilités d'exportation plus équitables et plus ouvertes sur nos marchés. Or, on a calculé que cette liberté d'accès leur donnerait environ trois fois le montant de l'aide publique au développement dont ils bénéficient actuellement.

Plusieurs propositions ont été présentées au fil des ans, et reprises à Rio, concernant une certaine forme d'imposition internationale, y compris des impôts sur le commerce international et sur l'énergie ou des droits d'utilisation du patrimoine international commun par les aéronefs et les navires. Jusqu'à présent, les gouvernements ont refusé d'accorder des pouvoirs d'imposition à un organisme

international. Mais les ressources considérables nécessaires pour assurer la sécurité environnementale à l'échelle mondiale, compte tenu de la réticence des gouvernements à répondre à ces besoins en accroissant les budgets nationaux déjà lourdement grevés, pourraient bientôt rendre ces impôts possibles. En fait, à mon avis, ils sont inévitables.

Ils pourraient tout d'abord provenir de l'affectation d'une partie des impôts perçus à l'échelle nationale, comme l'impôt sur les hydrocarbures que met au point actuellement la Communauté européenne.

Ensuite, un nouvel ordre mondial suppose un nouveau régime de sécurité. L'interdépendance économique exige la paix et la sécurité dans le monde, et elle y contribue. Or, depuis la fin de la Guerre froide, la concurrence économique est devenue la principale cause de tensions et de tiraillements entre les grandes puissances. Certes, ces discordes ne devraient pas mener jusqu'au conflit armé, mais elles sont source de divisions et prennent des proportions considérables, comme en témoigne la confrontation entre les États-Unis et la Communauté européenne dans la guerre des subventions agricoles.

Dans un autre ordre d'idées, les demandes d'envoi de troupes chargées du maintien de la paix et d'autres fonctions connexes qu'on adresse aux Nations Unies sont de plus en plus nombreuses, et la méthode actuelle consistant à mobiliser et à financer des forces armées pour répondre à des besoins ponctuels ne convient plus. Elle impose en effet un fardeau excessif à des pays qui, comme le Canada, participent aux missions à leurs propres frais.

À cet égard, on peut espérer que les récentes propositions du secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros-Ghali, formeront une base solide et cohérente pour asseoir les opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans l'avenir.

Je dois, bien sûr, ajouter également qu'un nouveau régime de sécurité doit comporter un engagement à l'égard de la sécurité environnementale et du redéploiement de certaines des ressources affectées actuellement à la sécurité militaire compétences humaines, capacités de recherche-développement et ressources

financières. Les gens et les pays ont d'ailleurs toujours été disposés à accorder la priorité à l'affectation des ressources nécessaires pour assurer leur sécurité. Et, comme le Sommet de la Terre l'a montré sans ambiguïté, les hommes n'ont jamais dans toute l'histoire affronté un danger aussi grave et persistant que celui que font peser aujourd'hui les incidences excessives de nos comportements sur l'environnement de la planète et les systèmes biologiques.

Le troisième volet du nouvel ordre mondial doit de toute évidence revêtir la forme d'un nouveau régime juridique. Essentiellement, ce nouveau régime doit être fondé sur l'application, dans les rapports internationaux, de la primauté du droit et sur la mise en place de mécanismes fiables de reddition de comptes et d'application de la loi, qui permettront aux sociétés nationales de fonctionner efficacement du moins les sociétés démocratiques évoluées.

Nous en sommes loin aujourd'hui. La CNUED a mis en évidence la nécessité de continuer à développer le droit international, notamment par le renforcement des instruments actuels et l'adoption de nouveaux outils. Mais même dans ce cas, nous n'aurons fait qu'un petit pas vers l'établissement d'un véritable régime juridique international qui soit à la fois efficace et applicable.

Malgré leurs lacunes, les conventions sur le changement climatique et la biodiversité représentent des réalisations importantes pourvu qu'on y donne suite maintenant en s'efforçant sans relâche de les renforcer et en prenant les mesures nécessaires pour qu'elles soient acceptées, ratifiées et mises en oeuvre. Je suis heureux de dire, et on peut en être fier, que le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a été l'un des premiers à annoncer que le Canada signerait la Convention sur la biodiversité, et ce, malgré l'opposition des États-Unis. Il a aussi incité d'autres pays à en faire autant. De fait, les deux conventions ont été ratifiées par les représentants de plus de 150 pays à Rio.

L'entente intervenue à Rio visant à entreprendre des négociations au sujet d'une convention sur la désertification est une étape encourageante, en particulier pour les pays en développement. Mais l'entente obtenue de haute lutte sur les principes concernant

l'exploitation forestière n'a pas été accompagnée d'un accord qui aurait permis d'entamer le processus de négociation d'une convention.

Depuis la conférence de Stockholm en 1992, on constate une augmentation sensible du nombre et de la portée des nouveaux instruments juridiques internationaux négociés à l'échelon régional et mondial allant des mers régionales aux espèces menacées en passant par les déchets toxiques et l'immersion de déchets dans les mers. Cependant, la ratification, la mise en oeuvre et la mise en application de ces ententes n'ont pas réalisé des progrès équivalents. Par exemple, la Convention sur le droit de la mer n'a pas encore été ratifiée par les États-Unis ni par plusieurs autres pays.

L'ensemble du processus n'a pas manqué d'exercer de fortes pressions sur les capacités de nombreux pays, notamment les pays en développement, ce qui risque de retarder les progrès en vue de la renégociation et de l'application des accords existants. Cette situation fait ressortir l'importance des dispositions de l'Agenda 21 en matière de création de capacités : en effet, les pays en développement, voire certains pays industrialisés, auront bien du mal à faire face à la prolifération des négociations internationales.

La déclaration de Rio et l'Agenda 21 constituent d'importants exemples nouveaux de «directives non impératives», fondées sur un accord politique plutôt que sur des instruments exécutoires. Bien qu'elles ne soient pas contraignantes, ces directives constituent à mon avis une base importante pour la coopération volontaire qui permet d'accélérer le processus d'action et pave la voie à la négociation d'accords juridiques exécutoires.

Mais nous ne pouvons et nous ne devrions pas attendre la conclusion de tels accords avant d'agir. Après tout, tant que nous ne disposerons pas d'un véritable régime juridique exécutoire au niveau international, nous devons surtout compter sur l'engagement politique comme principal moyen de coopération dans la négociation et l'application des instruments juridiques ainsi que dans la prise de mesures volontaires qui peuvent précéder ceux-ci et leur ouvrir la voie.

Le Canada, comme je le disais tout à l'heure, a apporté une contribution extrêmement importante à la CNUED. Malgré le fait que le premier ministre Mulroney n'ait pas été l'un des premiers chefs d'État à annoncer son intention d'assister au Sommet de la Terre, il en a pris la décision bien avant le président Bush et le leadership dont il a fait preuve au Sommet a beaucoup compté et a été fort apprécié. À cet égard, les délégations du Canada ont joué un rôle très efficace aux réunions préparatoires canadiennes et à l'Assemblée générale des Nations Unies, sous la direction de l'ambassadeur John Bell, comme je l'ai déjà mentionné. Je vous exhorte d'ailleurs, étant donné sa présence ici, à l'université, à profiter de la riche expérience qu'il a acquise au cours de ce processus.

Le fait que le Canada ait réussi à obtenir un accord concernant la tenue d'une conférence internationale sur la conservation des stocks de poissons migrateurs en haute mer constitue une réalisation qui revêt une importance particulière pour les intérêts économiques immédiats de notre pays. Sans résoudre la crise à laquelle fait face actuellement l'industrie de la pêche de la côte est du Canada, cela favorise la coopération internationale requise pour assurer la reconstitution de cette importante ressource.

Nous abordons une nouvelle série de défis d'une complexité ahurissante à un moment où sévit une crise de gestion publique. Même les pays industrialisés les plus puissants et les plus prospères ont atteint la limite de ce que les gouvernements peuvent faire pour maîtriser la situation. La nécessité, plus encore que l'idéologie, oblige les gouvernements à réduire leurs interventions et à compter davantage sur l'action et l'initiative du secteur privé.

Dans le même temps, on assiste à une redistribution des responsabilités et des pouvoirs dans un double mouvement, l'un vers le bas en faveur des pouvoirs publics locaux et étatiques, l'autre vers le haut au profit des instances internationales. Du point de vue des pays en développement, cette expérience est particulièrement traumatisante étant donné que leurs gouvernements ont joué un rôle de premier plan pour façonner la société et assurer l'unité intérieure.

L'engagement d'un nombre sans précédent d'organisations non gouvernementales et de groupes de citoyens dans la préparation de la CNUED et à Rio même ouvre la voie à un militantisme et à une action encore plus dynamiques de la part des citoyens préoccupés par des questions qu'ils jugent capitales pour leur avenir. Comme je l'ai mentionné, ces événements ont provoqué une prise de conscience aiguë au sein de la population du monde entier. On est en droit d'espérer qu'il en découlera la formation d'un réseau de citoyens extrêmement actif.

C'est pourquoi j'ai pris part à un nouveau mouvement, qui vise la création d'un Conseil de la Terre. Celui-ci aura pour mission de contribuer à l'information, à la sensibilisation et à l'engagement des publics concernés par les questions planétaires. Il veillera à ce que l'attention ne soit pas détournée des dossiers ouverts à Rio et à ce que l'on travaille de concert pour en appliquer les conclusions.

Le Conseil de la Terre a vu le jour ici à Vancouver. On a mis sur pied un comité organisateur et un secrétariat à San Jose, au Costa Rica, en réponse à une invitation du gouvernement de ce pays désireux d'accueillir le siège social.

En dernière analyse, au point où nous en sommes, nous devons reconnaître que l'efficacité de la diplomatie du Canada, à l'échelon international, ne peut être fondée que sur sa performance intérieure. Les Canadiens sont les gardiens de l'un des plus vastes territoires au monde, qui contient certaines des richesses naturelles les plus importantes, les plus variées et, dans certains cas, les plus vulnérables de la terre. La meilleure contribution que nous puissions apporter, en tant que Canadiens, pour assurer la sécurité de l'environnement planétaire, c'est de gérer nos richesses de façon responsable et durable. Nous avons de bonnes intentions à cet égard, et nous nous sommes engagés sur la bonne voie en prenant des mesures comme le Plan vert et l'établissement de tables rondes nationales et provinciales sur l'environnement et le développement.

Mais reconnaissons que nous faisons encore partie de ceux qui, par habitant, ont les plus grandes responsabilités face aux risques comme le réchauffement du globe et l'amenuisement de la couche d'ozone. Et nous sommes encore loin de gérer nos ressources



naturelles selon les critères du développement durable. Ainsi, nous n'avons encore fait assez pour administrer nos forêts et nos pêches de façon durable.

Dans le domaine crucial de la gestion publique, le Canada se considère et est considéré depuis longtemps comme un modèle : un pays qui a obtenu son indépendance et a réussi à gérer ses affaires et à résoudre ses conflits internes de façon pacifique et civilisée. Cette image s'est grandement ternie à l'occasion du dernier référendum sur la constitution.

On peut se demander s'il était sage de réduire une question aussi complexe et importante que celle de l'avenir d'un pays à une simple réponse par oui ou par non. Quoi qu'il en soit, nous devons maintenant recoller les morceaux, et nous ne pouvons pas considérer que ces résultats façonnent définitivement l'avenir de notre pays. Nous devons accepter le fait que, bien qu'elle ne nous satisfasse pas, la tenue permanente de négociations constitutionnelles fait partie intégrante de la réalité canadienne et nous devons nous y faire tout comme nous avons pris l'habitude de nos hivers rigoureux.

Même si pour le moment nous devons attendre avant de reprendre ces négociations, nous ne pouvons pas renvoyer la question aux calendes grecques. Il serait irréaliste de croire que l'on peut tout simplement mettre aux oubliettes la question de la constitution. À mon sens, la meilleure façon de procéder consisterait à confier les négociations à une nouvelle assemblée constituante composée de représentants des provinces et des territoires, du gouvernement fédéral et d'autres groupes d'intérêts clés. Des propositions ont d'ailleurs déjà été présentées dans ce sens.

Une telle assemblée pourrait sur une période de cinq ans, mettons, établir les modalités d'un nouvel accord constitutionnel tandis que le gouvernement continuerait à s'acquitter de ses fonctions en vertu de la constitution existante. Entre-temps, certaines questions clés pourraient être réglées individuellement; on pourrait, par exemple, en arriver à une entente sur l'autonomie gouvernementale des autochtones, sur laquelle il existe déjà un vaste consensus, qui, s'il n'est pas universel, est à mon sens suffisant.

Toute nouvelle constitution doit préserver et élargir les valeurs et les intérêts communs à tous les Canadiens concernant l'économie et la sécurité nationales, la sécurité sociale et les droits fondamentaux de la personne, la protection des minorités et l'autonomie gouvernementale des autochtones, tout en renforçant, au lieu de simplement les prendre en compte, les aspirations du Québec en tant que société distincte au sein de la nation canadienne. Nous devons renforcer ces aspirations. Cela nous permettrait de nous atteler à la tâche de revitaliser l'économie canadienne et de préparer l'ensemble des Canadiens à faire face à un monde très différent, plus compétitif et plein de défis qui nous attend à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les Canadiens qui, comme moi, ont passé le plus clair de leur vie sur la scène internationale sont particulièrement conscients de la nature unique et précieuse de notre pays. Ce serait une catastrophe de ne pas réussir à le renouveler et de le laisser se démembrer!

Chacun d'entre nous souffrirait de léguer à ses enfants un échec à la place de ce qui a fait le succès et la fierté des Canadiens et qui a suscité l'envie du monde entier. Pouvez-vous imaginer la perte de ce dont nous avons été si fiers et de ce qui nous a valu l'admiration du monde entier?

Notre capacité d'édifier l'un des plus grands pays au monde et de contribuer beaucoup plus que ne l'exige la taille de notre population à l'évolution d'un ordre mondial plus pacifique et plus équitable fait l'envie des autres pays. Ne nous méprenons pas, le Canada est beaucoup plus que la somme de ses parties, et nous subirions tous le contrecoup de son morcellement. De plus, l'échec du Canada réduirait les possibilités de réaliser la vision d'un avenir plus prometteur fondé sur le développement durable qu'a laissé entrevoir le Sommet de la Terre. Nous ne pouvons permettre au Canada de faillir à la tâche.

Il nous faut maintenant mettre fin aux désaccords et aux dissensions qui ont surgi lors du récent référendum et nous mettre au travail pour édifier un nouveau Canada dans le monde où nous vivons aujourd'hui. La Confédération helvétique a montré pendant quelque 700 ans comment des peuples de cultures et de langues différentes peuvent vivre ensemble au sein d'une

confédération où le gouvernement fédéral exerce des pouvoirs limités. Et la Communauté européenne se dirige, malgré ses hésitations, vers une union économique et politique où les gouvernements nationaux de pays qui ont longtemps préservé jalousement leur souveraineté et leur indépendance et qui, en fait, se sont livrés de nombreuses guerres cèdent à un nouveau palier de gouvernement une grande partie de leurs pouvoirs dans des domaines clés.

Bien que ni l'un ni l'autre de ces exemples ne constitue un modèle pour le Canada, nous pouvons en tirer des leçons. L'expérience de la Communauté européenne nous enseigne qu'il est peut-être difficile d'arriver à de nouveaux arrangements constitutionnels, mais les progrès réalisés jusqu'à maintenant démontrent aussi que le processus d'établissement de ces ententes peut être stimulant et créateur, et qu'il peut libérer de nouvelles énergies économiques et politiques. Il peut en être de même pour le Canada.

Ne nous contentons pas de retourner à la vieille planche à dessin dans un esprit de frustration et de défaite. Ouvrons plutôt un nouveau chapitre dans notre quête d'unité, animés par un esprit d'aventure et certains de réussir. Profitons de l'occasion qui nous est offerte de rédiger une nouvelle constitution canadienne pour établir une nouvelle norme en matière d'édification d'une nation qui léguera aux futures générations de Canadiens un pays dont ils seront fiers et qui pourra apporter une contribution originale à l'avènement d'une communauté mondiale plus pacifique, sûre et durable. Nous poursuivrions ainsi le travail d'édification entrepris par O.D. Skelton et ses collègues à un autre moment de notre histoire.

Comme nous l'avons vu, les négociations constitutionnelles ne suffisent pas pour bâtir un pays. Elles doivent s'accompagner d'une série de mesures qui permettent aux gens de se regrouper autour de valeurs et d'intérêts communs. Je soutiens, pour ma part, que les ententes intervenues à Rio en juin dernier peuvent servir de base à l'établissement du genre de nouvel ordre mondial qui offrirait aux Canadiens un avenir plus prometteur et plus sûr.

En ce moment, le Canada est en mesure d'apporter une contribution unique à la réalisation de la promesse de Rio en

s'engageant à devenir un modèle de développement durable. Nous avons la possibilité de revitaliser notre économie tout comme notre vie politique. Les Canadiens pourront ainsi être amenés à adopter une nouvelle vision de leur propre avenir et à faire preuve de leadership à l'échelle internationale. Il en résulterait une nouvelle ère d'innovation et de créativité, permettant au Canada d'être un chef de file sur les plans technologique et industriel. On pourrait tirer parti des meilleurs éléments et valeurs afin que dans l'avenir les Canadiens continuent d'être le plus heureux des peuples dans un monde où ils auront apporté plus de paix, de sécurité et d'espoir.

doc  
CA1  
EA13  
92B26  
EXF

**O.D. SKELTON MEMORIAL LECTURE**

**BEYOND RIO:  
A NEW ROLE  
FOR CANADA**

**PRESENTATION BY MAURICE STRONG**

**VANCOUVER, British Columbia  
November 10, 1992**

**External Affairs and  
International Trade Canada**



**Canada**

.b2478924 (E)  
.b2478936 (F)

O.D. SKELTON MEMORIAL LECTURE

43-265-029 b2478924

**BEYOND RIO:  
A NEW ROLE  
FOR CANADA**

**PRESENTATION BY MAURICE STRONG**

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

APR 23 1993  
AVR

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

**VANCOUVER, British Columbia  
November 10, 1992**

Printed on  
recycled paper



Imprimé sur du  
papier recyclé

# O.D. Skelton Memorial Lecture

Oscar Douglas Skelton was born on July 13, 1878 in Orangeville, Ontario. After a brilliant undergraduate career at Queen's University in Kingston, Ontario, Skelton was awarded his M.A., along with medals for highest standing in Latin and Greek. In 1908, he received his Ph.D. in political economy from the University of Chicago. That same year, Dr. Skelton was named Sir John A. Macdonald Professor of Political and Economic Science at Queen's. Eleven years later, he was named Dean of Arts, a post he held until he resigned from the university in 1925. Dr. Skelton was a prolific scholar, the author of several major books, including biographies of Sir Alexander Tilloch Galt and Sir Wilfrid Laurier.

In 1925, Dr. Skelton accepted Prime Minister W.L. Mackenzie King's offer to succeed Sir Joseph Pope as Under Secretary of State for External Affairs. Until his death, in late January 1941, Dr. Skelton served as the principal adviser to the Prime Minister, sometimes called the "deputy prime minister". To Mackenzie King, his death was "the most serious loss thus far sustained in my public life." One Canadian historian has described him simply as the most powerful civil servant in Canadian history.

As head of the Department of External Affairs for more than fifteen years, Dr. Skelton helped to define a distinct Canadian foreign policy. He also was responsible for the recruitment of a remarkably able group of officers. Dr. Skelton firmly believed in appointment and promotion by merit and the list of recruits he attracted to Ottawa is an impressive one indeed, highlighted by two Governors-General (Georges Vanier and Jules Léger) and one Prime Minister (Lester B. Pearson) as well as numerous senior mandarins.



O.D. Skelton



**M**aurice F. Strong was born in Oak Lake, Manitoba, in 1929. From 1948 to 1966, he served in investment and senior management positions with corporations in the energy and financial sectors.

In 1966, Mr. Strong resigned as president of Power Corporation of Canada to head Canada's External Aid Office, later reorganized as the Canadian International Development Agency. From November 1970 until December 1972, Mr. Strong was Secretary-General of the United Nations Conference on the Human Environment. He then became the first Executive Director of the United Nations Environment Programme. Mr. Strong returned to Canada as President, Chairman and Chief Executive Officer of Petro-Canada (1976-78). He served as Chairman of the International Energy Development Corporation from 1980 to 1983 and of the Canada Development Investment Corporation from 1982 to 1984.

Since 1985, he has been an Under-Secretary-General of the United Nations. In 1985 and 1986, he was concurrently Executive Co-ordinator of the United Nations Office for Emergency Operations in Africa and a member of the World Commission on Environment and Development. More recently, he was Secretary-General of the 1992 United Nations Conference on Environment and Development.

Over the years, he has also been involved in voluntary work with various organizations and institutes that deal with development, environmental and humanitarian issues. He has received numerous conservation and humanitarian awards as well as honorary doctorates from 29 universities. Maurice Strong is an officer of the Order of Canada and a member of the Queen's Privy Council for Canada.

Distinguished representatives of External Affairs and International Trade Canada, members of its alumni, ladies and gentlemen. I see many good friends and allies in this audience and I am delighted to see you all.

As an amateur in the field of foreign affairs, I consider it a great honour to have been selected to deliver this lecture by the professionals of the department with which I worked, in varying stages of co-operation and controversy. To be named the lecturer for this year is one of the honours that I will value most highly because of the fact that I value so much the friendship and co-operation that I have enjoyed with the distinguished members of that department.

They are among Canada's finest servants, and, of course, there was no finer than Dr. O.D. Skelton. While I did not have the privilege of knowing him, I have read some of his writings, and, more particularly, I have had the privilege of knowing many of the people who were the product of his genius in picking the best Canadians for the department.

So, to all of you, my sincere thanks. It makes up for the time, some years ago, when I appeared at the Department of External Affairs with a deep fervour and commitment, seeking the personnel officer. I wanted to join the External Aid Office, but I was advised not to fill in an application because I did not have the minimum qualifications.

Some time later, I had lunch with one of the most distinguished products of the department, the Right Honourable Lester Pearson, during which he offered me the job of heading External Aid. I said to him, "Well, Mr. Prime Minister, I actually applied for a position in External Aid a few years ago and you were the Under-Secretary at that time, and they would not even take my application." He said something about which I had not actually thought before: "Well, actually you are very lucky Maurice, because if you had had the qualifications you would likely have got in, and if you had got in, at your age, [I think I was 34 at that stage] no matter how well you performed, in our department you would not be any more than at the lower mid-levels and I could not possibly be offering you this job."

So I did try to get in. And now I feel that I have really arrived with your giving me the very risky endorsement of the department in asking me to undertake this lecture today.

I also want to make note of another very, very distinguished person you mentioned in your introduction Hugh Keenleyside, one of the finest Canadians to ever serve our country and the world community who passed away recently. I had the privilege of knowing him for many years. We can all rejoice in the service he gave to his country and to the world community. And I join all in mourning his recent passing; he was a great Canadian and a great product of the Skelton era.

O.D. Skelton was one of that exceptional cadre of competent and committed people who shaped the quality and character of the Canadian public service in those dynamic and formative years in the development of Canadian nationhood, during which distinctive Canadian values and interests began to dictate Canada's foreign, as well as its domestic policies.

And no one did more than O.D. Skelton to give our Department of External Affairs the unsurpassed reputation for excellence, quality and effectiveness, which it enjoys among its professional counterparts around the world. This has earned for Canada a respect and a credibility in international affairs far out of proportion to our size as a nation. And it has yielded both practical advantages and universal esteem, which are immensely valuable to our nation.

Those who have served internationally, as I have, perhaps appreciate this more than others for whom the complexities and sometimes the remoteness of diplomacy seem distant from their daily lives and concerns. In an era in which the interests of, and the prospects for, Canadians are more and more affected by what happens in other parts of the world community, our professional diplomatic service is an asset of inestimable importance to our country one that we need and must support more than ever.

I recently had the opportunity of participating in a historic process to which Canada made a singularly important contribution the United Nations Conference on Environment and Development

(UNCED), the Earth Summit which met in Rio de Janeiro just six months ago. There again, representatives of your department and of Canada made a contribution of which you can be proud. I am very pleased that one of the most distinguished of these is in this room: Ambassador John Bell, who led the Canadian delegation on so many occasions and who was senior adviser to the Prime Minister at the conference. He also performed such important roles as negotiating the tough financial issues.

Arthur Campeau, a newcomer to the field of foreign affairs, also distinguished himself. Arthur and John were a powerful team to support Prime Minister Mulroney in his presence at the conference.

It was, by any objective standard, a remarkable political event. Never before had so many heads of state and government come together. Unprecedented, too, was the broad engagement of people and their organizations in preparation for, as well as participation in, the conference and the accompanying People's Summit at the Global Forum. The presence of more than twice the number of media representatives than had ever before been accredited to a world conference ensured that people everywhere were aware of what was happening in Rio and alerted to its importance for them.

In a little more than two years, the preparatory committee of all United Nations (UN) member states developed a broad range of measures that were put before the conference, and John can testify to the long nights of tough negotiations that looked, at many times, as though they would not yield a result.

A great deal of attention has been focused on the areas of controversy and disagreement, and they were many. But in the final analysis, leaders from some 180 countries at Rio reached agreement on the most comprehensive and far-reaching set of measures ever approved by the nations of the world. Despite some significant shortcomings and disappointments, the Declaration of Rio and Agenda 21 provide a framework and the essential elements for a new global partnership that can launch us on the pathway to a more secure and sustainable future.

The fact that these measures were agreed at the highest possible political level surely gives them unique political authority.

Former U.S. Secretary of State Henry Kissinger told a story recently of his first meeting with Chinese Communist Party Chairman Mao. During a discussion on revolutions, he asked Chairman Mao, "What do you think were the principal results of the French revolution?" He reports that Chairman Mao replied, with a benign smile, "It's still too early to tell, Mr. Kissinger."

Just six months after the Earth Summit, it is clearly too early to tell what its ultimate results will be. This will depend on what governments and others do now to give effect to the agreements reached at Rio. And given the current preoccupation with issues more immediate and pressing, this cannot be taken for granted. It will require the continued commitment and leadership of all those who contributed to the results achieved at Rio, as well as the active interest and support of people everywhere concerned with the fate of our planet.

But if it is too early to judge what the response to Rio will be, it is not too early to reflect on the lessons that we have learned from the conference, the prospects for the realization of the new hopes it engendered and the new directions it set for our common future.

The Earth Summit was neither the beginning nor the end of the process by which the world community is having to confront the threats to its own future arising from the same processes of technology-driven change that have produced our industrial civilization.

The United Nations Conference on the Human Environment in Stockholm in 1972 first put the environment issue on the world agenda. Twenty years later, the Earth Summit in Rio de Janeiro moved the environment issue into the centre of economic policy and decision making in virtually every sector of our economic life.

As a result, it is no longer possible to consider the environment as an issue separate from the economy or from issues of poverty and underdevelopment that prevent developing countries from dealing effectively with their growing environmental problems

and co-operating fully in measures to protect the global environment.

Although progress was made after the Stockholm conference in many individual areas, and although many environments, particularly the industrialized countries, actually got better, little real effect was given to environment development in the policies and practices of governments and industry.

Of even greater concern is the fact that the underlying conditions driving the risks to the human future perceived at Stockholm did not fundamentally change in the two decades that separated Stockholm from Rio..

Some 1.7 billion people were added to the earth's population during these two decades, almost the same as the total population of the planet at the beginning of the century. And most of this growth took place in the developing world.

Despite recessions the global economy more than doubled, but most of the growth accrued to the already rich countries. During this same time, the environment and natural resources of developing countries deteriorated at an alarming rate. You do not need to be a scientist or a statistician to know this.

As I travelled to every region of the world, retracing my steps of 20 years ago, the extent and the nature of this environmental degradation and its tragic human consequences were evident everywhere. The cities of the developing world, growing at rates beyond anything ever experienced, are now among the world's most polluted, many of them headed for environmental and social breakdown.

The appalling destruction of natural resources, the loss of forest cover, erosion and degradation of soils and deterioration of supplies and quality of water are visible throughout the developing world.

Economic losses in agriculture, fisheries and tourism are tragically manifested in diminished livelihoods for already impoverished and struggling people, whose numbers continue to grow.

For example, I was particularly moved when I flew over the Tana River in Kenya, which 20 years before was an area of beauty and fertility. Nourished by the river, the watershed area supported many small African farms not prosperous ones, by our standards but decent farms out of which people were earning decent livelihoods.

Flying down to the beautiful white sands of Malindi, which I am sure some of you have experienced one of the great resort areas of Kenya 20 years later you see that the trees have disappeared, the soil has eroded and only a few farmers are now scrambling for a meagre living in what was a relatively productive area. The river itself is laden with soil, which has destroyed the river fisheries. Then, as you move out to the coast, you see a great red cloud of mud in the ocean. The formerly crystal clear water is no longer clear. The beaches are covered with a residue of brown mud that had once been productive soil.

So you destroy the farmer, you destroy the woodlands, you destroy the river fisheries and you destroy the tourist resort. Meanwhile, the population that claims those resources as their means of livelihood expands and grows.

This is a graphic picture of the developing world. There are some bright spots in it, of course, but this ominous drama is unfolding throughout the developing world, threatening a massive human eco-tragedy beyond anything ever witnessed. The grim portents of this can be seen in the recurring famines in Africa.

The pressures of population growth traditionally have been mitigated by migration, but today all the habitable places of our planet are included within the boundaries of nation states, most of which today are closing their borders to newcomers. Large-scale migration can no longer be seen as a solution to overpopulation or to accommodating refugees from conflict and economic crisis.

Yet the pressures for migration are increasing, and countries like Canada, with living space and stable economies, are inevitably going to have vast numbers of impoverished or dispossessed people knocking at their doors.

Developing countries today face environment and development challenges on a scale that the human community has never before confronted. They face these daunting challenges in a world in which their already serious handicaps and disadvantages are in most cases increasing.

As our industrialized societies move toward more sustainable patterns of production and consumption, there will be a relative decline in the need for some of the key raw materials and commodities on which developing countries' economies depend so heavily.

The transition to sustainable development will not be without its costs and its difficulties, and, again, the developing countries are the most vulnerable to this. In a world economy in which knowledge applied through technology, marketing, design and sophisticated management systems has become the principal source of added value and competitive advantage, developing countries face the prospect that existing disadvantages could well deepen.

They are not the only ones who need our help. The countries of the former Soviet Union and Eastern and Central Europe, in which the failures of centrally planned economies were accompanied by some of the worst environmental devastation anywhere, must now face the mammoth task of rebuilding their economies. It is important to them and to us that they do this on an environmentally sound and sustainable basis, in the course of effecting their transition to market economies.

We cannot divorce ourselves from the gathering crisis of the developing world or from the degeneration of the countries of the east, from the point of view of our own economic and security interests, as well as our moral responsibilities. Industrialized countries have an obligation to reduce the environmental impacts of their own economic activities and to leave space for developing countries to fulfil their development needs and aspirations.

What, then, are the prospects that some of these issues will be addressed effectively through implementation of the principles



contained in the Declaration of Rio and the ensuing action program incorporated in Agenda 21?

It has to be acknowledged that the short-term signs are not particularly encouraging. There is a tendency to lapse back to business as usual, particularly in light of the immediate and pressing political and economic concerns with which virtually all governments are preoccupied. When the leaders of the world got back from Rio they found their "in baskets" full of "urgent" tags. Obviously they have had to respond to these, and at the Group of Seven (G-7) meeting, the World Bank meeting and some of the other meetings that have followed Rio, there has not been the degree of commitment to implementing the agreements at Rio that I had hoped.

In particular, the large-scale commitments of new and additional financing resources required for implementation of Agenda 21 will be difficult to come by. A number of donor countries have recently cut back on their official development assistance. I have to say that this includes Canada, which, at the same time, however, has announced significant support for implementation of Agenda 21.

The simplistic "jobs versus environment" rhetoric in the United States election campaign and resurgent parochialism in most industrialized societies tend to erode the political commitment to the environment at home and prospects for increases in foreign assistance. It clearly would not be realistic under these conditions to expect the kind of fundamental changes in the existing order called for at Rio to emerge quickly or easily from the current situation. However, the election of a new administration in the United States promises a renewal of its leadership, which was so much missed at Rio and will be so necessary for implementation of the agreements reached there.

Of course, we can move quite a distance without U.S. leadership. We showed that when more than 150 nations signed the biodiversity convention to which the U.S. took strong objection.

On the other hand, we all recognize that you cannot really have effective agreements at the international level without the United States in the final analysis. I was asked the other day where I see

the most hopeful signs of leadership. Well, of course, I have to say right back here in Canada. But we also have to say that the new administration in the U.S. is probably, from the point of view of the issues we dealt with at Rio, the most hopeful thing that has happened. I think we are going to see some important and positive consequences from that.

In the longer term there is, in my view, a real basis for hope that the Earth Summit has laid the foundations for the changes in public attitudes and the political mind set necessary to achieve the transition to sustainable development.

If there is little encouragement to be drawn thus far from the response of governments, there is a great deal of promise in what is happening at the grass-roots level. Seminars, conferences and new initiatives in follow-up of Rio are proliferating. I have had literally hundreds of invitations myself, and I know that this is only a fraction of what is actually going on.

People throughout the world who came to Rio, or participated in this process, are going back home now, fired with the determination to keep the flame of Rio alive and to hold their leaders accountable for the agreements they reached there.

It seems that Rio has produced a broad and growing constituency throughout the world, committed to fulfilment of the hopes and expectations it engendered. I believe that this grass-roots movement will infuse the political process with new energies that will, I hope, lift us out of the politics of the status quo in which we are still largely mired.

The momentum generated at Rio must be maintained if the global partnership required to forge a new world order is to be realized. The main elements of this global partnership are, first, a new economic regime. Rio was a conference primarily on the need for economic change. The economic system that has produced such unprecedented levels of growth and prosperity for the societies of the industrialized world, which were the first to modernize, has also produced severe imbalances and disparities that are simply not compatible with a secure and sustainable world order.

The concentration of population growth and poverty in developing countries, and of economic growth in industrialized countries, is a recipe for deepening conflict and disorder. At a time when co-operation within and among societies has never been more imperative, divisions are becoming more entrenched. There is a real risk of growing rich/poor conflict, both within and among nations.

A new global partnership would not be viable without a new economic regime. Dr. Stephan Schmidheiny and 48 other chief executive officers of some of the world's leading corporations who formed the Business Council for Sustainable Development made it clear in their report to UNCED, "Changing Course," that what is required is a veritable eco-industrial revolution. This is coming from leaders of some of the major corporations of the world community not wild-eyed environmentalists!

This new industrial revolution would be driven by the full integration of the environment into our economic life. Hence, it would involve the reshaping of our entire industrial system, in which efficiency in the use of materials and energy and in recycling and disposing of waste will be the key to success in both environmental and economic terms. Efficient economies are the most environmentally friendly economies.

Energy, I have to say, is at the very heart of the sustainable development challenge. Reorientation of our energy industry around principles of efficiency and conservation, and a major shift in the energy mix to more diverse, decentralized and environmentally friendly sources, are indispensable prerequisites for a successful transition to sustainable development. Far from being a drag on the economy, the transition to environmentally sound and sustainable development offers the prospect of revitalizing our economies and opening up an exciting new era of opportunity for innovation and creativity.

One of the most important things that governments must do in follow-up to Rio is to undertake an extensive review and reorientation of the system of incentives and penalties that motivates the economic behaviour of corporations and individuals, to ensure that it provides positive incentives for

environmentally sound and sustainable behaviour. So many of the measures that now motivate our economic life were conceived of to meet other policy objectives and have the practical effect of providing incentives for unsustainable behaviour.

It is fully in accord with market economy principles that each product or transaction should internalize the costs to which it gives rise, including environmental costs. Internalizing environmental costs has special implications for international trade. When we in the industrialized world import products from developing countries at costs that do not reflect the destruction of their natural capital, we are exacting an environmental subsidy from them, which impoverishes their own resource base and contributes to global environmental deterioration.

Yet, when we unilaterally impose restrictions on their imports to meet our environmental requirements, we are inflicting immediate and often critical damage to their vulnerable economies. These dichotomies can be resolved only by international agreement, not by unilateral action.

All of this would add up to some very profound changes within our national economies. But these must be accompanied by equally far-reaching changes in the system of arrangements that guides the world economy, particularly with respect to the position of developing countries. For the poor and the weak, interdependence is not an unmitigated blessing in many cases it exacerbates their vulnerabilities.

A new economic regime must be designed to help developing countries gain access to additional flows of financial resources, both private and official, and to industrialized countries' markets and technology, which they require to revitalize their economies on an environmentally sound and sustainable basis.

Also, as Rio reminded us, the majority of the world's people continue to live in conditions of poverty that are an affront to the moral basis of our civilization and a threat to its future. A secure and sustainable economy cannot be achieved under these conditions. That is why so much emphasis is given in Agenda 21 to measures designed to address the root causes of poverty.

Indeed, in my view, these must be a central part of any new economic regime; the eradication of poverty must become a primary goal of the world community.

Some of you have heard some of the large figures that were mentioned for the cost of implementing Agenda 21. They are large. It is estimated that developing countries alone will require \$625 billion per year to enable them to implement fully the provisions of Agenda 21. Some 80 per cent, or \$500 billion, must come from redeployment of their own internal resources. It is a tall order. Approximately \$55 billion of this could be available from existing Official Development Assistance, leaving a balance of some \$70 billion.

Under today's conditions I need not tell you that this will not be easy to come by. Certainly it would be unrealistic to expect it to be provided on the basis of simply more foreign aid in traditional terms although it is interesting to remind ourselves that it would be largely met if industrialized countries were to live up to the internationally accepted target of 0.7 per cent of the gross national product for Official Development Assistance.

Nevertheless, it is not on the basis of more foreign aid, but as an indispensable investment in our own environmental security, that it is in the interests of industrialized countries to ensure that developing countries do have the means to make the transition to sustainability.

However much developing countries need concessional financing, they would prefer to be able to earn their way through more fair and open access to our markets for their exports. It has been estimated that if they did have free access to our markets, they would earn something like three times more than the total amount of official assistance that they now receive.

Also, we have heard over the years, and we heard again at Rio, proposals for some form of international taxation, including taxes on international trade or energy, or fees for the use of the international commons by aircraft and ships. To date, governments have been unwilling to yield taxing power to any international authority. The combination of the substantial

resources required for global environmental security and the reluctance of governments to meet these by simply adding to already overstressed national budgets may soon make such taxes possible. Indeed, at some point, in my view, they are inevitable. Initially they may come about through designation of a portion of taxes levied nationally, like the carbon tax now being developed in the European Community.

The second main element in a new world order is a new security regime. Economic interdependence both requires and contributes to continuance of world peace and security. Economic competition is emerging in the post cold war period as the principal source of tension and potential conflict among the major world powers. To be sure, it is not likely to lead to military conflict, but will nevertheless be vigorous and divisive, as we are now witnessing in the confrontation between the United States and the European Community with respect to agricultural subsidies.

But the demands on the UN to provide troops for peacekeeping and related purposes are proliferating, and the current ad hoc approach to mobilizing and financing forces to meet particular needs is no longer adequate, placing, as it does, disproportionate burdens on countries like Canada, which often contributes forces at its own cost. Here, the recent proposals of UN Secretary-General Boutros-Ghali, I hope, will provide a sound and consistent basis for UN peacekeeping operations in the future.

I have also to mention, of course, that a new security regime must also embody a commitment to environmental security and redeployment of some of the resources presently directed to military security human skills and research and development capacities, as well as financial resources. People and nations have always been willing, after all, to give priority to allocation of the resources required to ensure their security. As the Earth Summit made clear, we have never faced a security challenge as great and pervasive as that we face today through our excessive impact on the earth's environment and life systems.

The third main element of the new world order clearly has to be a new legal regime. In essence, this must be based on the extension into international life of the rule of law, together with reliable

mechanisms for accountability and enforcement that provide the basis for the effective functioning of national societies, at least in the well developed, democratic societies.

We are a long way from this today. UNCED defined many of the needs for the continued development of international law, including the strengthening of existing instruments and agreement on new ones. But even this, I have to say, would move us only a limited degree toward establishment of an international legal regime that was truly effective and enforceable.

The conventions on climate change and biodiversity, despite their deficiencies, represent significant accomplishments, provided that they are now followed up by vigorous and continuing efforts to strengthen them while ensuring their full acceptance, ratification and implementation. I am pleased to say, and you should be proud, that Prime Minister Mulroney was one of the first to announce that Canada would sign the Convention on Biodiversity, knowing that the U.S. was opposed to it, and he urged others to do so. Both conventions were, in fact, signed by representatives of the more than 150 nations there.

The agreement at Rio to initiate negotiations on a convention on desertification is an encouraging step forward, particularly for developing countries. But the hard-won agreement on forestry principles was not accompanied by agreement to begin the further process of negotiating a convention.

Since the 1992 Stockholm conference, there has been a major increase in the number and range of new international legal instruments negotiated at regional and global levels, from regional seas to endangered species, toxic wastes and ocean dumping. But there has not been equivalent progress in the ratification, implementation and enforcement of these agreements. The Law of the Sea Convention has, for example, not yet been ratified by the U.S. and a number of other countries.

This whole process has, at the same time, placed severe strains on the capacities of many countries, particularly developing countries, which are likely to constrain further progress, both with respect to new negotiations and implementation of existing

agreements. This underscores the importance of the capacity-building provisions of Agenda 21, because developing countries, and indeed a number of industrialized countries, are really up to here in their capacity to deal with the proliferation of international negotiations.

The Rio declaration and Agenda 21 are major new examples of soft law based on political agreement, rather than legally binding instruments. Although not legally binding, they do provide, in my view, a very important basis for voluntary co-operation, which enables the action process to proceed expeditiously and paves the way for negotiation of binding legal agreements.

We cannot and should not wait for binding legal agreements to begin the action process. After all, as long as we do not have an effective and enforceable legal regime at the international level, we must rely largely on political commitment as the primary basis for co-operative action in negotiation and enforcement of legal obligations, as well as in the voluntary measures that can precede and prepare the way for them.

Canada, as I have said, made an extremely important contribution to UNCED. Despite the fact that Prime Minister Mulroney was not among the first world leaders to announce his intention to attend the Earth Summit, he made that decision well ahead of President Bush, and his leadership at the Summit itself was extremely influential and much appreciated. It was greatly facilitated by the highly effective role of Canada's delegations at the preparatory committee meetings and at the General Assembly led, as I have already said, by Ambassador John Bell. I hope you will take advantage of his presence here in this university to tap into the gold mine of experience that he brings from that role.

One achievement particularly relevant to Canada's immediate economic interests is its success in securing agreement to hold an international conference on conservation of straddling fish stocks on the high seas. This will not resolve the immediate crisis confronting Canada's east coast fisheries in particular. But it does offer the prospect of international co-operation to ensure the rebuilding of this important resource.



We confront this new generation of challenges of almost baffling complexity at a time of crisis in governance. Even the strongest and the most successful of industrialized nations today are reaching the limits of what their governments can do to deal effectively with these issues. Necessity, more than ideology, is driving a reduction in the role of governments, with increasing reliance on private action and initiative.

At the same time, there is a growing movement of responsibilities and jurisdictions, both downstream to local and state governments and upstream to the international level. For developing countries, this experience is especially traumatic, since governments in those countries have played a prominent role in shaping their societies and in unifying their countries.

Engagement of such unprecedented numbers of non-governmental organizations and citizen groups in preparations for UNCED and at Rio itself provides the basis for continuing and deepening citizen concern and action on the issues that they see as critical to their own future. As I have said, it produced an explosion of awareness about these issues in all parts of the world, and I am greatly encouraged that we can now build a very substantial citizen network on this basis.

That is why I have joined in a new initiative for the creation of an Earth Council. It will help in the development of informed, aware and concerned global constituencies. It will ensure a continuing focus on the issues addressed at Rio, and will enable them also to work together more effectively for the implementation of its results.

The Earth Council Foundation was incorporated right here in Vancouver. An organizing committee has been formed and a secretariat established in San José, Costa Rica, in response to the invitation of the government of Costa Rica to host the headquarters of the Earth Council.

In the final analysis, at this point in our history we must recognize that the effectiveness of Canadian diplomacy at the international level must be based on Canada's domestic performance. Canadians are custodians of one of the largest territories on earth,

containing some of the earth's richest, most diverse and, in some cases, most vulnerable natural endowments. The biggest single contribution that we as Canadians can make to global environmental security is to manage this endowment responsibly and sustainably. Our intentions are good in this respect, and we have made a significant beginning through such measures as the Green Plan and the establishment of national and provincial round tables on environment and development.

But let us, as Canadians, recognize that we are still among the greatest contributors on a per capita basis to such global risks as global warming and ozone depletion. We are a long way from managing our natural resources on the basis that meets sustainable development criteria. We still have not moved far enough toward managing our forests and our fisheries, for example, on a sustainable basis.

In the vital area of governance, Canada has always seen itself as, and been seen as, an example of a country that achieved its independence and has been able to manage its affairs and resolve its internal conflicts in a peaceful, civilized manner. That image has received a severe jolt from the results of the recent constitutional referendum.

One can question the wisdom of reducing such a complex and important issue as a nation's future to a simple yes or no response. However that may be, we are now faced with picking up the pieces, and we cannot allow this to be taken as the last word in shaping the future of our country. We have to face the fact that, though we may be tired of the perpetual round of constitutional negotiations, they are an integral part of the Canadian reality, and we must learn to live with them, just as we live with our cold winters.

While we now need a pause before resuming negotiations, this is not something we can long put aside. It is wishful thinking to feel that we can simply put aside the constitution. This would, I believe, best be done, however, by moving negotiations into a new constitutional assembly composed of representatives of the provinces and territories, the federal government and other key

interest groups. Proposals for such a constitutional assembly, of course, exist.

Such an assembly could, over a period of, say, five years, work out the modalities of a new constitutional accord, while government at its regular levels was getting on with the job of governing under the existing Constitution. In the meantime, some key issues could be worked out individually, such as agreement on Native self-government, on which there is a broad, though, I realize, not universal, consensus but a sufficient consensus, I think, to move on this issue.

Any new constitution must, of course, preserve and extend the common interests and values of all Canadians with respect to the national economy, national security, social security and fundamental human rights, protection of minorities and self-government by Native Canadians while reinforcing, not merely accommodating, the aspirations of Quebec as a distinct society within the Canadian nation. We must reinforce and give strength to those aspirations. This would enable us to get on with the business of revitalizing the Canadian economy and preparing Canadians as a whole for the very different, the very much more competitive and the very much more challenging world that we will confront as we move into the 21st century.

Those Canadians who have, as I have, spent much of our lives in the international arena are perhaps especially cognizant of the unique and precious nature of our nation. What a tragedy it would be if we could not succeed in renewing it, but allowed it rather to slide into dissolution!

It would be a tragedy for each of us if we were to bequeath to our children a legacy of failure in the very things that have been the source of success and pride for Canadians and that have made us the envy of the world. Imagine failing in the very things that we have been most able to take pride in and in which the world has given us such special credit.

Our ability to build one of the world's great nations and to contribute out of proportion to our numbers to the evolution of a more peaceful and equitable world order has made us the envy of

the world. Let us make no mistake, Canada is much greater than the sum of its parts, and we would all be diminished by its demise. A failed Canada would diminish, too, the prospects for the realization of the vision of a more hopeful, sustainable future promised by the Earth Summit. We cannot allow Canada to fail.

But it is important to arouse ourselves from the squabbling and divisiveness reflected in the recent referendum and get on with the job of fashioning the new Canada in the context of the new world that we face. The Swiss confederation has demonstrated over a period of some 700 years how people of diverse cultures and languages can live together within a confederation in which the federal government has somewhat limited powers. The European Economic Community is moving, however haltingly, toward an economic and political union in which national governments of countries that have long zealously guarded their sovereignty and independence and indeed have waged many wars against each other are yielding, in many cases reluctantly, a high degree of sovereignty to what is, in effect, a new level of government.

Now, while neither of these examples offers a model for Canada, they do provide lessons for us. The experience of the European Community demonstrates that the achievement of new constitutional arrangements is difficult, but at the same time the progress made to date has also made it clear that the process of forging these arrangements can be an exciting and a creative one, releasing new economic and political energies. The same can be true for Canada.

Let us not just go back to the old drawing board in a mood of frustration and defeat. Rather, let us open a new chapter in our quest for unity in a spirit of adventure and determination to succeed. Let us use the process of fashioning a new constitution for Canada to set a new standard of nation building that will bequeath to future generations of Canadians a country of which they can be proud, and that will enable Canada to make a distinctive contribution to the development of a more peaceful, secure and sustainable world community. This would be in the tradition of the kind of Canada that O.D. Skelton and his colleagues helped to fashion in an earlier period of our history.

Constitutional negotiations, as we have seen, are not in themselves sufficient to build a nation. They must be accompanied by a series of other measures that bring people together in the pursuit of common interests and values. The agreements reached in Rio de Janeiro last June, I submit, provide the blueprint for the kind of global future in which Canadians could live more hopeful, more secure lives.

Canada at this time is in a position to make a unique contribution to fulfilling the promise of Rio by committing itself to be a model of sustainable development. It offers the prospect of revitalizing our economy, as well as our political life. It offers the prospect of uniting Canadians behind a new vision of their own future and a new generation of leadership internationally. It would open up a whole new arena of opportunity for Canadian innovation, creativity, and technological and industrial leadership. It would build on the best of Canada's features and values a future in which Canadians would continue to be the most fortunate of people, in a world that they helped make more peaceful, more secure and more hopeful.

